La « racaille » et les « intrigants »

Etude comparée de deux émeutes (Alexandrie, 11 juin 1882/Le Caire, 26 janvier 1952)

Anne-Claire Kerbœuf

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/859>

DOI : 10.4000/ema.859

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 55-80

ISBN : 2-87027-963-9

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Anne-Claire Kerbœuf, « La « racaille » et les « intrigants » », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 4-5 | 2001, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/859> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.859>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

La « racaille » et les « intrigants »

Etude comparée de deux émeutes (Alexandrie, 11 juin 1882/Le Caire, 26 janvier 1952)

Anne-Claire Kerboëuf

- 1 Cet article procède à une analyse comparative de deux émeutes qui ont eu lieu à 70 ans d'intervalle en Égypte : l'une prend place le 11 juin 1882 à Alexandrie, l'autre le 26 janvier 1952 au Caire. Ces émeutes, qui ont marqué la mémoire officielle par leur violence et l'ampleur de leur destruction, sont négligées dans leur analyse par la plupart des historiens qui s'attardent davantage sur les événements qui « font date » : l'invasion de l'armée britannique qui débute à la mi-juillet 1882 d'une part, le coup d'État des Officiers libres¹ d'autre part. Or, il semble que ces mobilisations ont non seulement une lourde portée symbolique mais, également, un fort impact sur les structures étatiques et constituent des coups irréversibles du point de vue du processus de délégitimation des systèmes politiques concernés.
- 2 Elles méritent donc qu'on leur consacre une analyse plus approfondie que celle des « théories du complot » qui prévalent. Ces approches font l'impasse sur la diversité des motifs, perceptions et intérêts des acteurs qui sont rangés dans deux catégories, celle des « comploteurs » et celle de la « racaille ». Elles simplifient ainsi à l'extrême un phénomène beaucoup plus complexe où entrent en jeu divers acteurs collectifs et individuels, et qui n'est pas le seul fait de comploteurs qui manipuleraient les foules. Les conflits ont en effet une dynamique mixte et mobilisent de multiples ressources. La mobilisation nationale, si elle rassemble les divers secteurs de la société sous une même bannière (au nom de la défense de la nation), n'en est pas pour autant un mouvement de masse au sens où tous les acteurs auraient une unique raison d'y participer et y participeraient de la même manière.
- 3 On a pour objectif, ici, de poser les jalons d'une approche interactionniste qui consiste à spécifier les participants à ces actions collectives, à étudier leur position dans un jeu complexe dont ils perdent le contrôle au fur et à mesure qu'y interfèrent d'autres acteurs et groupes sociaux, au fur et à mesure que la mobilisation devient « multisectorielle »². On s'intéressera particulièrement aux dirigeants politiques

impliqués dans les intrigues et aux acteurs collectifs et individuels usant de la violence dans leurs répertoires d'actions.

- 4 On dressera dans un premier temps les deux tableaux « apocalyptiques » des événements, puis on analysera à travers les actions des « comploteurs » le processus de « décroissement »³ de secteurs « stratégiques » : ceux de la police et de l'armée. Enfin, en se penchant sur la « racaille », la mobilisation et l'action particulières d'un groupe social qui se distingue au cours de ces émeutes, on dégagera quelques éléments montrant le rôle d'une élite stratégique dans le processus de délégitimation des régimes politiques en place.

Les faits Les « massacres » d'Alexandrie, 11 juin 1882

- 5 Lorsqu'elle revendique, en 1879, l'établissement d'une chambre représentative et la promulgation d'une constitution, la rébellion militaire ouverte par la mutinerie d'officiers égyptiens – en réaction à une décision gouvernementale discriminatoire privilégiant leurs collègues d'origine circassienne – cristallise l'adhésion de larges franges de la population autour de celui qui deviendra un héros national, le colonel Ahmad 'Urâbî. Très impopulaire depuis qu'il a laissé s'immiscer jusqu'au sein même du gouvernement les représentants du « Double Contrôle »⁴, le Khédivé Ismâ'îl tente d'exploiter le mouvement urabiste pour se débarrasser de la tutelle étrangère. La réplique de la France et de l'Angleterre est immédiate : elles font pression sur le sultan ottoman, qui dépose Ismâ'îl le 26 juin 1879. En 1881, le nouveau khédivé Tawfîq répond néanmoins à une revendication du mouvement urabiste qui a pris une ampleur sans précédent, et une Chambre des députés est constituée. C'est l'amorce d'un long bras de fer entre la Chambre, soutenue par le mouvement urabiste, et le nouveau khédivé Tawfîq, soutenu par les Européens. Ceux-ci s'inquiètent de la volonté du parlement de contrôler la partie du budget de l'État qui n'est pas dévolue au remboursement de la dette. Leurs craintes s'accroissent lorsqu'en 1882 un nouveau cabinet est formé par al-Bârûdî qui nomme 'Urâbî ministre de la Guerre. Les autorités françaises et britanniques saisissent alors l'opportunité d'une crise⁵, au mois de mai, et concrétisent leurs menaces par une démonstration navale dans les eaux d'Alexandrie. Le Khédivé et la Chambre étant cependant sur le point de trouver un accord, les « Puissances » lancent un ultimatum le 25 mai, exigeant la dissolution du cabinet 'Urâbî. Tawfîq s'exécute, mais doit très vite faire marche arrière face au sursaut national et rappelle 'Urâbî. Celui-ci pose alors des conditions à son retour, notamment le retrait de la flotte européenne et la proclamation d'une loi organique délimitant clairement les pouvoirs du Khédivé sur le cabinet (Cole, 1993, p. 238).
- 6 C'est dans ce contexte que survient « un épisode », selon les termes du président du Conseil Charles-Louis Freycinet (1905, p. 270-271), « qui, bien qu'étranger à la crise égyptienne, n'en affecta pas moins vivement l'opinion et eut dans les chancelleries un douloureux retentissement ». L'émeute qui a ensanglanté la ville d'Alexandrie le 11 juin n'est, pour l'observateur français, qu'une de ces rixes inhérentes aux ports : dans ce « quartier arabe », « très peuplé, et où l'élite des habitants ne passe guère » (Ninet, 1979, lettre du 12 juin 1882), situé à l'extrémité occidentale de la ville, les affrontements entre communautés grecque et égyptienne sont récurrents. Mais depuis que les navires britanniques et français mouillent dans le port, la tension est vive : les escarmouches entre résidents étrangers et Égyptiens se sont doublées d'enjeux politiques. Aussi, en ce dimanche du 11 juin 1882, lorsqu'une querelle pour quelques sous éclate entre un Maltais et un ânier, rue des Sœurs, l'affaire tourne vite très mal, opposant en bloc les

Européens (dont de nombreux Grecs) qui avaient pris le parti du Maltais, d'une part, et les Égyptiens défenseurs de l'ânier, d'autre part. Elle commence de façon ordinaire : « On crie beaucoup ici : quelques mots du cru furent échangés. Le Maltais, selon l'usage, maudit la religion du prophète, et l'indigène celle du chrétien (cela a lieu tous les jours). Mais sur quoi le Maltais, autorisé à se protéger, sortant un revolver de sa poche, étendit raide mort le bourriquier (...). Aussitôt les Grecs, armés de couteaux et de pistolets, entrèrent en scène, avec quelques Calabrais. » (*ibid.*) Les renforts adverses accourent par la rue Franque et les rues adjacentes, armés de bâtons, tandis que de leurs fenêtres situées au-dessus des boutiques, les Grecs et les Maltais, ont sorti leurs fusils, tirent à bout portant. Pendant que les uns et les autres s'empoignent, des hordes de gamins et de femmes pillent les magasins de ces quartiers marchands. Ayant eu vent de l'affaire, les consuls accourent pour tâcher de calmer les esprits : ils sont vite mis aux faits du jour. Le consul britannique, extirpé de sa voiture (Scotidis, 1887, p. 93), et son homologue grec « dont la barbe et la chevelure rouges le font prendre pour un Britannique » (Ninet, 1979, lettre du 12 juin 1882), manquent d'être lapidés. C'est que l'affrontement aux allures intercommunautaires a pris d'autres proportions. Les balles meurtrières des Européens ont décuplé la colère des Égyptiens qui, bien qu'armés de gourdins, de cailloux ou d'armes blanches, laissent éclater leur haine. Les affrontements descendent comme une traînée de poudre la rue des Sœurs et débouchent au centre ville, sur la très symbolique place des Consuls (place Muhammad ʿAlî). Les pillers abandonnent les échoppes du quartier arabe pour les magasins de luxe et les demeures regorgeant de richesses des Européens. Nombre de familles européennes sont alors en villégiature au bord de la mer à Ramleh, ce qui épargna des vies et facilita la tâche des pillers. Les Européens qui n'ont pas cette chance trouvent refuge au consulat français (Giffard, 1883, p. 338). Le « massacre » eut lieu entre 1 h 30 et 5 heures de l'après-midi, sans que rien ne vienne l'arrêter. La police était impuissante, une bonne partie de ces hommes participant à l'émeute. L'armée, quant à elle, n'intervint qu'à 17 heures.

«Un samedi sous la cendre », Le Caire, 26 janvier 1952

- 7 Soixante-dix ans plus tard, en 1952, le mouvement de libération nationale mobilise des ressources différenciées. Il s'est enrichi d'une force nouvelle : les ouvriers. Durant la Seconde Guerre mondiale, qui stimule les entreprises égyptiennes, la main-d'œuvre industrielle a considérablement augmenté. La guerre passée, la concurrence internationale a vite fait de se réappropriier l'espace économique « usurpé » et de démanteler des entreprises égyptiennes non expérimentées. Bon nombre d'ouvriers se trouvent ainsi rejetés du circuit économique et viennent grossir les rangs des chômeurs. Lors des émeutes de 1946, les ouvriers, qui s'allient aux étudiants, montrent qu'ils sont un élément essentiel du combat national. Les idées communistes et socialistes dont ils sont porteurs se répandent et influencent largement la jeunesse. Aussi, lorsque le Wafd revient au pouvoir en janvier 1950, ses vieux dirigeants sont-ils confrontés à la jeune base militante qui tire fiévreusement le parti vers la gauche et l'implique dans un combat nationaliste exacerbé. Celui-ci prend un tour très violent en 1951 : étudiants, ouvriers, Frères musulmans, membres du parti socialiste se coalisent et multiplient les manifestations pour protester contre la prolongation de l'occupation britannique. Le gouvernement wafdiste répond à cette ferveur nationale par un geste exceptionnel : le 8 octobre 1951, le président du Conseil, Nahhâs pacha, abroge le traité « d'Honneur et d'Amitié »⁶ qu'il avait signé quinze ans plutôt avec les Britanniques. Un mouvement de guérilla s'amorce alors dans la zone du Canal où sont retranchées les

forces britanniques. Au départ, la désorganisation⁷ est patente. Après trois mois d'expérimentation, le mouvement inflige néanmoins des pertes aux Britanniques assiégés. Lorsqu'il s'avère que les policiers égyptiens participent activement à la résistance dans la zone du Canal et que le gouvernement wafdiste ne répond nullement à leurs avertissements, les Britanniques décident d'intervenir. Le 25 janvier 1952 est la date choisie : les chars britanniques assiègent au petit matin les casernes égyptiennes d'Ismailia et somment les *buluk nizam*⁸ de se rendre. Le déséquilibre des forces en présence ne fait aucun doute. Mais le mot d'ordre du ministre de l'Intérieur averti ne souffre aucune ambiguïté : les *buluk nizam* doivent se battre jusqu'à la dernière balle. Soixante hommes sont alors littéralement exécutés, cent autres blessés et un millier fait prisonnier.

- 8 La nouvelle de cette tuerie souffle un vent de fureur sur le Caire. La manifestation qui débute le samedi 26 janvier au petit matin est atypique : ce sont les *buluk nizam* qui viennent chercher les étudiants à l'Université Fu'âd I^{er}. Le cortège se met en branle vers le centre ville, où il est rejoint par d'autres colonnes de manifestants constituées d'ouvriers et d'étudiants d'al-Azhar. L'émeute commence, comme en 1882, par une altercation. Selon la version officielle⁹, un officier de police confortablement installé à la terrasse du café-concert Badî'a, place de l'Opéra, est pris à partie par des manifestants. C'est le moment choisi (il est environ midi) par une trentaine de jeunes gens pour entrer en scène. Un petit groupe d'effendis pénètre dans le casino, projette le mobilier sur la chaussée et imbibe le tout de litres d'essence avant d'y mettre le feu. À 13 h, le café-concert Badî'a est une véritable torche. Autour du lieu du sinistre, les gens regardent ébahis le luxueux bâtiment se réduire en cendre, tandis que les deux camions de police stationnés non loin de là restent immobiles. Même passivité au quartier général des pompiers, à 200 mètres. Pourtant, avenue Fu'âd I^{er}, un autre brasier s'est allumé : le cinéma Rivoli offre sa dernière séance. Pendant plusieurs heures en ce samedi 26 janvier, les scènes se multiplient et se ressemblent : cinémas, bars, magasins, hôtels, restaurants, sont systématiquement saccagés, incendiés, pillés. Mais ces scénarios atteignent également, en milieu d'après-midi, le quartier de Shubrâ et la route des Pyramides aux multiples boîtes de nuit et casinos. Au milieu de ce chaos, des meurtres sont perpétrés : au Turf Club, dix Britanniques pris au piège du prestigieux établissement connaissent une mort terrible. Ils doivent fuir les flammes, mais aussi des individus mal intentionnés : leurs corps sont retrouvés mutilés, éviscérés et calcinés¹⁰. Lorsque l'armée intervient pour rétablir l'ordre en fin d'après-midi, la capitale égyptienne a le visage noir d'un lendemain de guerre. L'état d'urgence a été proclamé par Nahrâs pacha, qui est démis de ses fonctions dès le lendemain.
- 9 L'historiographie égyptienne a principalement retenu de ces événements l'ampleur des destructions et de la violence, éléments qui ont marqué les mémoires individuelles et collectives. Ces événements sont d'autant plus perçus comme « traumatisant » qu'ils viennent contredire l'image pacifique de l'Égypte produite et diffusée par des écrits de mémorialistes à prétention historique. Un discours immuable, tenu aussi bien par l'élite égyptienne que par les étrangers, présente le peuple d'Égypte (cette « terre d'accueil ») comme « docile » et absolument incapable de commettre de tels actes criminels. Ainsi, le « vrai peuple égyptien », écrit le diplomate grec N. Scotidis (1887, p. 95), n'est pas « ces cannibales » qui ont pillé et tué, mais bien ceux qui ont bravé la mort pour sauver la vie d'Européens. On tiendra les mêmes propos en 1952, ce qui amène des journalistes à écrire des textes aussi contradictoires que le suivant : « Nous affirmons au monde que

ceux qui ont commis ces crimes, ne sont pas des nôtres. Et pourtant, ils sont là parmi nous, jusqu'à ce que nous puissions les remettre nous-mêmes aux représentants de la loi (...). L'Égypte, ce jour là, a été rayée du tableau des nations civilisées. Le peuple d'Égypte qui réclame sa liberté a brûlé de ses propres mains la capitale du pays. Nous voulons faire savoir au monde que le peuple d'Égypte n'a rien fait. Ce fut l'œuvre de malfaiteurs que nous sommes les premiers à vouloir confier aux bourreaux. »¹¹ Les mots « civilisé », « État civilisé », « Nation civilisée » reviennent sans cesse dans le champ lexical de certains journalistes et hommes politiques égyptiens. L'enjeu principal semble vise à ne pas être déconsidéré aux yeux du monde, à ne pas souiller l'image que l'on veut donner de l'Égypte. L'Égypte est et doit demeurer un État moderne. Et dans un État moderne, il n'y a pas de place pour les mauvais citoyens, incendiaires, voleurs, pilliers.

- 10 Ce discours moraliste et élitiste est toujours d'usage aujourd'hui ; nombre d'historiens ont recours aux vocables génériques de « masse », « populace », « racaille » pour désigner les acteurs de ces mouvements sociaux. Et pour effacer ou camoufler la honte engendrée par la dite « populace », les historiens se passionnent pour les intrigues¹². Les théories du complot ont, en effet, ceci d'accommodant que l'on peut y faire valoir la rouerie d'un élément étranger (réflexe qui se vérifie toujours).
- 11 On ne nie pas l'intrigue politique, celle-ci étant un mode d'action effectif faisant partie des pratiques et méthodes utilisées dans le champ politique égyptien (au moins depuis l'ingérence britannique). On se propose ici d'en faire une autre lecture, s'attachant aux lignes d'action et aux actions tactiques des acteurs liées à la perception qu'ils ont des événements. On observera l'effet d'aggravation de la crise qu'entraînent ces stratégies politiques des acteurs qui ne sont pas à l'abri de dérapages. Rien de plus difficile en effet pour le « comploteur » que d'évaluer la situation et les effets de ses calculs sur sa dynamique, les conséquences de ses calculs étant interdépendantes du jeu des autres acteurs dont il ignore souvent les calculs.

Les « Comploteurs »

« L'histoire de l'Égypte, du temps des Mamelouks à la révolution de 1919 en passant par l'expédition française, prouve que les soulèvements populaires ont toujours eu cette forme admirablement décrite par al-Gabarti à la suite du premier soulèvement du Caire vers la fin du XVIII^e siècle (...). [La] rue, en fait, ne porte les armes que dans les cas d'extrême nécessité, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'autodéfense ; c'est pourquoi celle-ci prend la forme de soulèvement spontané, contrairement à l'action de droite qui revêt toujours la forme d'un complot. » (Shukrî, 1979, p. 365)

- 12 La spécificité socio-historique des mouvements urbains dont parle ici Ghâli Shukrî est la spontanéité, celle de la rue qui se soulève « sans meneurs et sans guide ». En opposant « l'action de droite » à « l'action de gauche », l'auteur applique à la configuration égyptienne des clivages politiques européens et le postulat naïf selon lequel, contrairement aux manifestants « de droite », les manifestants « de gauche » ne font jamais cela « pour de l'argent ». Or, ce postulat semble épouser directement l'interprétation donnée par certains acteurs comme Michel Offerlé (1989, p. 110) qui, travaillant sur les manifestations sous la III^e République en France, a relevé dans ses sources (journalistiques, policières, syndicales) deux explications courantes des motifs de la manifestation : les manifestants sont payés ou ont des « raisons revendicatives ou politiques ». Les premiers sont classés dans la catégorie « de droite », « en revanche, les manifestants de gauche sont rarement soupçonnés de faire cela "pour de l'argent". Les

adversaires critiquent parfois les méthodes de mobilisation, notamment de débauchage au travail, attentatoire à la liberté ; ils dénoncent aussi la présence dans la rue de fauteurs de troubles et d'amateurs de désordre, mais ils ne mettent jamais en cause l'intérêt financier comme incitation à manifester ». En outre, dans le cadre de cette étude, si l'on voulait appliquer ce clivage droite/gauche, on serait vite confronté à un dilemme, puisque les caractéristiques des émeutes de juin 1882 et janvier 1952 résident dans le fait qu'elles sont résolument le théâtre de l'alliance de « l'action de gauche » et de « l'action de droite » si l'on peut parler en ces termes : le mouvement est spontané, mais des « manipulateurs de l'ombre » exploitent les circonstances fébriles pour saboter le mouvement de libération nationale. *A priori*, le scénario semble simple : la vacance du pouvoir permet à une simple émeute de dégénérer en « massacre » ; les gouvernants qui sont alors les chefs du mouvement nationaliste sont désignés comme étant les responsables du désastre et sont démis de leur fonction ; la menace de l'intervention de l'armée britannique – et intervention effective – ramène l'ordre. Le schéma est en réalité plus complexe.

- 13 L'un des traits communs aux deux émeutes étudiées sont les lignes d'action engagées par des acteurs placés en haut de la hiérarchie de secteurs stratégiques pour le bon fonctionnement de l'État ou du moins pour son maintien : les secteurs policier et militaire. Ces acteurs agissent « sous couvert », procèdent à des marchandages secrets, pour des raisons politiques ou/et personnelles. Ils évaluent très mal les conséquences de leur action, par ignorance du comportement des autres acteurs dont ils sont interdépendants. Or, en procédant de la sorte, ils bouleversent la logique interne des secteurs impliqués et accélèrent leur « processus de désobjectivisation » (Dobry, 1992, p. 154) amorcé en amont de la crise, rompant leur isolement avec les autres secteurs mobilisés. C'est là un point crucial qui touche à l'état structurel de l'État. On tâchera ici d'apporter quelques éléments explicatifs de ce processus dont l'enclenchement résulte, d'une part, d'un transfert de compétence du secteur policier aux secteurs civils, et d'autre part, des tactiques des responsables du secteur policier et du secteur militaire.

La « passation » des armes

- 14 Les armes « de la rue », dont parle Shukrî, sont tout ce qui peut tomber sous la main des émeutiers. Outre les traditionnels bâtons, gourdins (*nabût*), triques et cailloux, ils s'emparent « d'armes » variées, qui sont en fait des outils : planches pour aplanir le sol, barres de fer pour fermer les portes, herminettes de charpentiers, piochons selon Gabartî (Raymond, 1998, p. 131) ; ou encore ombrelles, chaises des magasins, pieds de table, selon le shaykh Muhammad 'Abdûh (Blunt, 1980, p. 105). En 1952, une partie de la foule porte également ces armes rudimentaires : couteaux, faucilles, barres de fer, bâtons. Mais d'autres individus sont beaucoup mieux équipés et c'est là que la spontanéité perd de sa nature : chalumeaux, pieds de biche pour faire céder les rideaux de fer, béliers pour défoncer les portes, pétrole et produits inflammables pour incendier.
- 15 Les moyens dont sont munis les commandos poussent Gamâl al-Sharqâwî (1977) à affirmer que seuls les Britanniques pouvaient les fournir. C'est ignorer la ligne d'action entérinée par le gouvernement égyptien quelques mois auparavant. En octobre 1951, les autorités égyptiennes décident, en effet, de légaliser la guérilla déjà amorcée dans la zone du Canal contre les bases militaires britanniques. Le gouvernement wafdiste était confronté à un sérieux dilemme : comment répondre aux attentes des citoyens et, surtout, de ses électeurs, qui réclament des armes et la fin « promise » de l'occupation

britannique, sans engager l'armée ? (La police quant à elle n'est pas en mesure d'intervenir, comme l'a montré le drame d'Ismailia). Engager l'armée, c'est entrer en confrontation directe avec les Britanniques, entrer en guerre ; or, les gouvernants n'en n'ont ni la volonté ni les moyens. L'armée britannique est beaucoup plus puissante que l'armée égyptienne qui ne s'est pas remise de sa cuisante défaite contre Israël, en 1948.

- 16 Le gouvernement égyptien prend donc deux mesures stratégiques. La première est la plus « spectaculaire », la plus susceptible de frapper les esprits, dans la mesure où elle marque le franchissement d'un seuil dans l'escalade de la tension entre gouvernements égyptien et britannique : c'est la décision unilatérale d'abroger le traité de 1936, le 8 octobre 1951. Geste d'autant plus symbolique que c'est Nakhâs pacha lui-même, l'actuel Premier ministre, qui l'avait signé. La deuxième mesure, passée de manière plus discrète, est entérinée, le 10 décembre 1951, par le Parlement qui vote une loi autorisant le port d'arme aux citoyens. De cette manière, le gouvernement permet la circulation des armes dans le pays et fournit lui-même des armes aux citoyens par l'intermédiaire des partis. Les citoyens sont donc mobilisés sans que l'armée ne le soit. Cette position est très difficile à admettre par les militaires et les policiers qui participeront, à leur manière, à la guérilla. Certains membres de l'armée s'engagent, en effet, à former les feddayins (qui sont pour le plus grand nombre des étudiants, des membres des Frères musulmans et de Misr al-Fatât) et font circuler des armes¹³. De même, dans le delta, les policiers égyptiens sont complices des guérilleros. Le mécontentement au sein de l'armée et de la police est, cependant, de plus en plus perceptible. Le 6 janvier 1952, l'écrasante victoire des candidats de l'armée contre ceux choisis par le roi Fârûq à l'élection du Comité exécutif du Club des Officiers ébranle fortement le Palais (Vaucher, 1959, p. 250). La police, quant à elle, est très malmenée : outre leurs soldes impayées, les policiers doivent subir les incohérences de leur ministre qui ne leur donne ni le droit ni les moyens d'intervenir contre les Britanniques, tout en traînant devant les tribunaux ceux qui se rendent à l'ennemi¹⁴. Enfin, elle doit subir, en ville, des affrontements de plus en plus violents avec les manifestants. Le 20 janvier, ceux-ci tirent sur les policiers pour la première fois au cours d'une manifestation au Caire, ce qui inspire cette réflexion à l'ambassadeur britannique Ralph Stevenson : « L'action du gouvernement ces derniers mois a rendu inéluctable le fait que la police ait eu tôt ou tard à essayer les tirs d'une telle manifestation. Il reste maintenant à savoir combien de temps son moral supportera une telle situation. »¹⁵

- 17 En 1882, non contentes de menacer militairement l'Égypte en faisant mouiller leurs navires de guerre au large d'Alexandrie, les « Puissances » européennes s'ingèrent dans la politique intérieure du pays. En effet, à la suite d'une altercation, le 7 juin, au cours de laquelle des Grecs sont gravement malmenés par des Égyptiens, des civils comme des militaires refusant d'obéir aux ordres de leurs supérieurs (Cole, 1993, p. 254), une centaine d'Européens, craignant pour leur sécurité, « se rendirent de ce pas au consulat britannique et demandèrent que des mesures soient prises pour leur protection. En réponse, les consulats britanniques et grecs fournirent des armes à leurs sujets » (Cole, 1993, p. 254). L'armement étant de ce fait autorisé, les Européens n'hésitent pas à se fournir en armes, tant et si bien « qu'au bout de trois jours, tous les magasins où on vendait des pistolets ou des revolvers, ne contenaient plus rien » (Scotidis, 1887, p. 75). L'agence diplomatique de Grèce aurait même proposé « à quelques cercles officiels d'organiser un plan de défense des Européens, en cas d'attaque des Arabes ; mais cette proposition fut repoussée, vu que le danger n'était pas considéré comme imminent ces

jours-là » (*ibid.*). En décidant d'armer leurs ressortissants, sans en consulter les autorités égyptiennes, les consuls européens leur déniaient la compétence du maintien de l'ordre et enclenchent ainsi une ligne d'action qui peut être qualifiée « d'acte de rupture ».

- 18 La protection des ressortissants européens est un sujet épineux préoccupant les autorités égyptiennes et étrangères depuis le milieu du siècle. Des griefs économiques et sociaux opposent, dans des confrontations récurrentes, Européens et Égyptiens appartenant particulièrement aux franges populaires¹⁶. Une des fonctions de la police est d'encadrer ces catégories sociales « à risque ». Mais, tandis qu'un « fauteur de troubles » égyptien est sanctionné par la police, son homologue européen, évoquant son droit capitulaire, échappe aux sanctions (Cole, 1993, p. 214). Dans les années 1860, le khédive Ismâ'il décide d'augmenter les effectifs de la police. Puis, en 1870, pour contrecarrer l'idée, agitée dans les consulats, de créer une force de sécurité proprement européenne, il intègre, à ses forces, des officiers de police européens. À la fin des années 1870, le moral des policiers égyptiens est tombé au plus bas : dans le cadre de la politique budgétaire restrictive dictée par le remboursement de la dette, les effectifs sont réduits, les traitements impayés, tandis que les policiers européens bénéficient de traitements largement supérieurs et dûment payés (Cole, 1993, p. 216-217). Les motifs de mécontentement des policiers sont alors multiples. C'est de même la crise de la dette et l'influence de conseillers européens dans l'appareil bureaucratique égyptien, qui poussent le Khédive à diminuer les effectifs de l'armée, allant ainsi à contre-courant de la politique de renforcement menée depuis les années 1860¹⁷. Une des conséquences directes de cette réduction est, en 1880, la décision, prise par Tawfiq, de réserver les postes d'officiers aux Égyptiens d'origine ottomane, décision qui est à l'origine de la mutinerie urabiste. Enfin, un autre grief de mécontentement concernait la question de la défense nationale. La passivité de la Grande-Bretagne, face à l'invasion de la Tunisie par la France en 1881, suggérait une entente secrète dont la contrepartie serait la liberté de manœuvre des Britanniques en Égypte. Or, le khédive Tawfiq semblait faire la sourde oreille à ces inquiétudes et s'appliquait à diviser l'armée.
- 19 On a vu comment les régimes d'actions adoptés par les autorités peuvent bouleverser la logique interne des secteurs de la police et de l'armée, c'est-à-dire provoquer le relâchement des rapports sociaux internes à ces secteurs, ce qui se traduit par des formes d'insubordination. Or, cette « déperdition d'objectivation » sectorielle (Dobry, 1992, p. 154) est accélérée par le jeu tactique d'acteurs étatiques décisionnels ayant en charge le maintien de l'ordre et la sécurité de l'État.

Intrigues et manipulations

- 20 Le 11 juin 1882, le gouverneur d'Alexandrie, responsable des forces de sécurité et présent près des lieux du massacre, fait signe aux *mustahfizûn*¹⁸ de ne pas intervenir et leur dit : « Laissez-les mourir ces fils de chien ! » (Blunt, 1980, p. 502). Devant le Rivoli en flamme, le commandant adjoint de la police du Caire se tient tranquillement, une main dans la poche, l'autre jouant avec des clefs. Lorsqu'un Égyptien, étonné de le voir dans cette posture, lui demande pourquoi il n'intervient pas, l'officier, pour toute réponse, lui rétorque : « Laissez les garçons s'amuser ! »¹⁹ La passivité de la police ou sa participation aux massacres est attestée, en 1882 comme en 1952, par de nombreux témoignages. Les acteurs avaient, on vient de le voir, plus d'un motif de se rebeller. Néanmoins, la participation et surtout la passivité des policiers n'auraient pas pris de

telles proportions si un facteur décisif n'était venu l'entériner : le vide décisionnel. Le soir même du massacre d'Ismaïlia, le gouverneur d'Alexandrie, Ahmad Murad al-Marâghî, mobilise toutes les forces de police et prend les mesures qui s'imposent en prévision des réactions populaires attendues le lendemain²⁰. Au Caire, curieusement, aucune mesure de ce genre n'est prise. Le gouvernement wafdiste a autorisé la manifestation de protestation nationale qui promet d'être importante, et il n'est pas sans savoir qu'en ce 26 janvier les 800 chefs de la police et de l'armée seront retenus par un banquet offert par le roi. En début de matinée, le ministre de l'Intérieur, Fu'ad Sirâg al-Dîn, ne s'affole pas. C'est lorsqu'il apprend que les incendies ravagent le cœur de la capitale, qu'il s'alarme. Il envoie des ordres qui sont, selon lui, court-circuités²¹. Il tâche en vain de joindre Fârûq par téléphone, puis se rend directement au Palais où il se heurte aux conseillers du roi qui ne lui permettent pas de le rencontrer. La multiplication des conversations secrètes entre Fârûq et Haydar Bacha (chef d'état-major) rendent, néanmoins, l'atmosphère du palais de plus en plus fébrile. Mais, le roi se refuse à donner à l'armée l'ordre d'intervenir, pour au moins deux raisons : il est peu sûr d'elle et ne veut surtout pas endosser la responsabilité de ce geste antipatriotique. Les Britanniques, cependant, vont lui procurer une raison de déclarer l'état d'urgence : leur armée effectue des manœuvres dans la zone du Canal et se dirige vers Le Caire. Ces actions annoncent un franchissement de seuil dans la crise, un acte irréversible qui met la position du souverain lui-même en danger et qui n'est pas sans lui rappeler l'encerclement de son palais par l'armée britannique, le 4 février 1942²². Des négociations s'engagent dès lors, d'une part, entre Fârûq et Nahhâs pacha qui se refuse également à déclarer l'état d'urgence et, d'autre part, entre le roi, les Britanniques et certains hommes politiques égyptiens, afin d'anticiper la démission du gouvernement wafdiste et d'envisager la formation d'un nouveau gouvernement. Finalement, le roi réussit à faire entendre raison à Nahhâs pacha, qui déclare la loi martiale. Il est démis de ses fonctions dès le lendemain pour n'avoir pas assuré la sécurité du pays. Les premiers détachements de l'armée apparaissent au centre ville vers 17 heures et mettent visiblement beaucoup de mauvaise volonté à intervenir. Il ne reste d'ailleurs plus que quelques pilliers cherchant des trésors enfouis sous les ruines fumantes.

- 21 Soixante-dix ans auparavant, à en croire Wilfrid Blunt²³, le gouverneur d'Alexandrie, ʿUmar Lutfî, qui nourrissait beaucoup d'amertume à l'encontre de ʿUrâbî, suivit ce que lui dictaient ses ambitions, encouragé par Tawfîq, qui lui faisait miroiter le ministère de l'Intérieur, dans l'hypothèse où l'ultimatum franco-britanniques contraindrait le gouvernement de ʿUrâbî à démissionner. Le 3 juin, en effet, le Khédive envoyait à Lutfî le télégramme suivant : « Urabi a garanti la sécurité publique et l'a publié dans les journaux ; il s'est dit responsable devant les consuls ; et s'il réussit à assurer cette garantie, les Puissances lui feront confiance et notre considération sera perdue. Aussi, la flotte des Puissances mouille dans les eaux d'Alexandrie, les esprits sont échauffés et les querelles ne sont pas loin d'éclater entre les Européens et les autres. Maintenant, par conséquent, faites votre choix, entre aider ʿUrâbî à assurer la sécurité ou nous servir » (Blunt, 1980, p. 498). Le gouverneur a, semble-t-il, choisi la seconde option. Responsable de la sécurité, il n'avait de compte à rendre qu'au Khédive, (Blunt, 1980, p. 499). Malgré les massacres, ʿUmar Lutfî ne fit donc pas proclamer l'état d'urgence. Le Khédive et son gouverneur auraient échangé nombre de télégrammes le jour même, tandis que le commandant de l'armée sur place n'en recevait aucun. Mais celui-ci, resté en dehors de l'intrigue, décida de transgresser les ordres de ces supérieurs qui allaient à l'encontre du bon sens (il ne reçut qu'un message incohérent à 16 heures, ordonnant

de faire intervenir ses troupes non armées), agit de son propre chef et réprima l'émeute. Non content d'empêcher l'action des forces de l'ordre, le khédivé Tawfiq aurait également acheté les services de certains bédouins vivant en dehors de la ville : le jour de l'émeute, ceux-ci infiltrèrent les enceintes d'Alexandrie et contribuèrent à aggraver les massacres (Blunt, 1980, p. 500).

- 22 Ainsi, l'intrigue contribue de manière décisive à désobjectiver des secteurs stratégiques et à faire éclater leurs logiques internes. Dans la confusion, livrés à eux-mêmes, les acteurs d'un même secteur perçoivent et appréhendent la situation de façon différente, selon leurs dispositions : certains sont fidèles à leur devoir ; d'autres obéissent aux ordres contradictoires de la hiérarchie ; d'autres encore sont partie prenante (activement ou passivement) aux mobilisations. Ce faisant, l'État a perdu le contrôle de ses forces de maintien de l'ordre, l'information ne circule plus ou très mal, la hiérarchie est court-circuitée et les dérapages sont presque inévitables.

Dérapages

- 23 En 1882, on ignore si le Khédivé avait évalué l'ampleur qu'allait prendre la confrontation, mais cela semble fort possible. Quant à sa fuite et à l'éventualité de se placer sous l'aile des Britanniques, il est difficile de se prononcer. Selon Cole (1993, p. 239), c'est en partie sur l'insistance du Khédivé que les Britanniques décidèrent le bombardement d'Alexandrie. La version plus nuancée de Blunt paraît aussi plus probable : les Britanniques préparaient le bombardement depuis plusieurs semaines, sachant qu'ils pouvaient compter sur la complicité de Tawfiq. Cependant, celui-ci, ayant appris qu'un bombardement se préparait, sembla surtout préoccupé d'assurer sa sécurité sans se compromettre ouvertement avec l'ennemi. Pour rompre avec l'inconfort de sa situation, il aurait suggéré que « plus l'affaire serait conduite rapidement, moins il serait personnellement exposé au danger » (Blunt, 1980, p. 380).
- 24 En 1952, les acteurs du complot ont des difficultés à évaluer la situation et les coups des uns et des autres ; ils sont rapidement pris à revers (seuls les Britanniques et Misr al-Fatât semblent avoir été clairvoyants et avoir réussi leur coup). C'est là que la conjoncture sort de la routine. En effet l'intrigue fait partie des pratiques politiques sous le régime constitutionnel égyptien. En trente ans de vie constitutionnelle, les partis traditionnels n'ont pas toujours eu recours aux moyens les plus démocratiques pour faire prévaloir leurs intérêts sur la scène politique. Lorsqu'en novembre 1935, éclatent des manifestations estudiantines aussi spontanées que violentes, les partis politiques, qui craignent que les émeutes dirigées contre l'occupant ne se retournent contre le régime, décident d'encadrer le mouvement étudiant en le mettant « en uniforme » (Erlich, 1989, p. 115-123). Ils soutiennent alors la création de formations paramilitaires (sur le modèle fasciste), qui séduisent les jeunes : chemises vertes du Parti socialiste (plus connu sous le nom de Jeune Égypte, Misr al-Fatât)²⁴ d'Ahmad Husayn ; chemises bleues du Wafd. Bien que dissoutes dès 1938, ces phalanges continuent de fournir aux partis des contingents d'hommes aisément manipulables. Au cours de l'année 1951, le ministre de l'Intérieur voulut acheter les services d'Ahmad Husayn, pour contrôler et manipuler les manifestations. Provoquer des manifestations ou des émeutes était (et a toujours été, lorsqu'il les contrôlait) un moyen de pression du Wafd sur le roi, pour l'empêcher de congédier le gouvernement wafdiste. Le 26 janvier 1952, il semble bien que Fu'âd Sirâg al-Dîn ait voulu une manifestation d'une ampleur suffisante pour effrayer Fârûq et contrebalancer ainsi la pression croissante des Britanniques visant à obtenir le renvoi du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur,

grâce à la loi sur le port d'arme, avait fourni des armes aux Frères musulmans et à Misr al-Fatât pour qu'ils harcèlent les Britanniques dans la zone du Canal. Il semble que Fu'âd ait mis ceci à profit pour obtenir d'Ahmad Husayn l'organisation de débordements. C'est ce qu'affirme une source proche des Frères musulmans, qualifiée de « fiable » par les Britanniques : « Il dit que le Parti avait reçu tant d'aide de Sirâg al-Dîn, sous la forme d'argent, d'armes, d'équipements incendiaires et de la protection de la police, que la préparation du 26 janvier n'avait pas été trop difficile. Jusqu'à la fin, Sirâg al-Dîn avait été assez stupide pour croire que ces facilités seraient utilisées dans la zone du Canal. Bien sûr, il espérait et voulait une émeute au Caire le 26 janvier, mais seulement une "émeute ordinaire" »²⁵ Cette source confirme la participation de membres de la branche radicale des Frères musulmans, malgré l'opposition de leur guide suprême al-Hudaybî : « Certains gangs qui ont opéré au Caire le 26 janvier étaient formés par les Frères musulmans. Ils ont attaqué les bars et les cafés mais pas les cinémas. Hudaybî a lâché prise et a été incapable de contrôler plusieurs membres, bien que dans les circonstances actuelles il espérait en reprendre le contrôle. »²⁶

- 25 Fu'âd Sirâg al-Dîn a, de toute évidence, sous-estimé la marge de manœuvre d'Ahmad Husayn. Ce dernier pouvait mobiliser une grande « surface sociale » grâce à sa « multipositionnalité » correspondant à la détention de positions dans différents secteurs d'activité sociale (Boltanski, 1973). Le leader de Misr al-Fatât s'est, en effet, appliqué à construire de multiples réseaux relationnels au sein de la classe politique égyptienne, mais aussi au sein de la police et de l'armée (Sâdât [Sadate] fut un membre de Misr al-Fatât), réseaux dont il usait largement pour obtenir des fonds, des armes ou sa protection. Après l'incendie du Caire, Ahmad Husayn est arrêté, mais seulement condamné à une peine de six mois de prison, pour propos diffamatoires dans la presse. Son procès consécutif aux événements du 26 janvier est interrompu par la révolution de Juillet et, dès sa reprise en septembre, il est totalement disculpé, malgré les lourdes charges pesant contre lui²⁷. C'est que le leader du Parti socialiste a pavé la voie à la révolution et sait beaucoup trop de choses. Le roi Fârûq, lui-même, souhaitait son silence²⁸. Enfin, au vu de leurs rapports, il est difficile de ne pas penser que Ahmad Husayn ne bénéficiait pas du soutien direct ou indirect des Britanniques²⁹. Après l'abrogation du traité de 1936, dont les Britanniques ne croyaient pas le Wafd capable, il était clair, pour eux, qu'il devenait urgent se débarrasser du gouvernement. Ils comptaient, pour cela, s'appuyer sur l'aide du roi et de l'armée égyptienne³⁰, et sans doute sur l'action d'Ahmad Husayn. Enfin, dans les derniers mois de l'année 1951, Ahmad Husayn, tel un mauvais augure, ne cessait de menacer le gouvernement et de répéter à qui voulait l'entendre que l'heure du chaos s'approchait : « Si le gouvernement continue une semaine encore la méthode qu'il a adoptée jusqu'ici, l'explosion se produira contre le gouvernement lui-même et le fera sauter. Le gouvernement m'entend-il ? Je dis une seule semaine et non un mois ou deux. Mais je dis une semaine de sept jours. »³¹ Le 24 janvier, il aurait pu à coup sûr en dire l'heure exacte : au cours d'une conférence de presse au siège du parti, il annonce qu'il va lâcher les foules contre le gouvernement pour le renverser et que des crimes terrifiants seront commis. Il s'ensuit une confrontation entre membres du Parti socialiste et jeunes du club saadiste³² situé en face, au cours de laquelle des coups de feu sont tirés³³.
- 26 Ahmad Husayn joua un rôle décisif dans l'organisation de l'émeute. Il marqua d'ailleurs symboliquement la « prise du centre ville » en circulant ostensiblement pendant les événements à bord d'une Citroën noire arborée d'un drapeau vert³⁴. La politique de

Misr al-Fatât (comme nous allons le voir plus bas) eut une influence durable sur la perception de la crise chez les acteurs : ainsi plusieurs mois après l'incendie, des lettres anonymes continuaient de menacer des personnalités³⁵, des croix rouges fleurissaient sur certains immeubles³⁶, les rumeurs les plus diverses ne cessaient de circuler dans la capitale, à tel point que le ministre de l'Intérieur fut obligé de lancer des démentis et de menacer leurs auteurs³⁷. Ahmad Husayn usa de la multisectorialité de sa position dans différents champs sociaux pour mobiliser de multiples ressources de manière directe ou indirecte. La mobilisation de catégories sociales négligées par les partis politiques traditionnels frappa en particulier les protagonistes par la violence de leurs répertoires d'actions.

La « Racaille »

- 27 Une des caractéristiques fondamentales des conjonctures de crise est la « multisectorialisation » des mobilisations, c'est-à-dire leur localisation dans plusieurs secteurs en même temps (Dobry, 1992, p. 40). Cette caractéristique se vérifie dans les mouvements sociaux qui nous intéressent ici. En 1882, le mouvement est amorcé par une minorité d'officiers dont les revendications dépassent bientôt leur secteur et rallient les paysans, les corporations de métiers, les intellectuels, les notables, les oulémas³⁸. En 1952, le mouvement de libération nationale, dont le gros des ressources est traditionnellement alimenté par les étudiants, mobilise également massivement les ouvriers (groupe qui s'affirme avec force dans le champ politique depuis la Seconde Guerre mondiale), et des franges des classes moyennes et peu favorisées, représentées par les partis extrémistes Misr al-Fatât et les Frères musulmans (ces partis prennent une part très active à l'organisation du mouvement). Enfin, fait nouveau, le mouvement mobilise les secteurs de l'aviation, de la police et de l'armée. Aussi, doit-on souligner que la mobilisation des ressources n'est pas centralisée et se fait en des temps et lieux différenciés, comme le montre le déroulement du mouvement du 26 janvier qui débute en fait le 25 janvier. Dès qu'elles ont connaissance du drame d'Ismailia, les Jeunesses wafdistes décident d'organiser, pour le lendemain, une manifestation de protestation nationale dans la capitale ; les syndicats ouvriers lancent un mot d'ordre de grève dans les usines ; les policiers préparent leur mutinerie. Cependant, un seuil est franchi dans la nuit par les employés de l'aéroport Fârûq et par la police de l'immigration : ils retiennent au sol deux avions de la compagnie britannique BOAC (British Overseas Airways Corporation). Les employés refusent d'exécuter les ordres de leurs supérieurs et il faudra l'arrivée d'un détachement de l'armée à 7 heures du matin pour mettre fin à cette situation³⁹. Cette étape, passée inaperçue dans l'historiographie, révèle pourtant le mécontentement existant dans l'aviation civile⁴⁰ ainsi qu'une nette tendance à l'insubordination dans la police et dans l'armée⁴¹.

- 28 L'analyse de l'identité des émeutiers à partir des listes d'arrestations montre la diversité de l'appartenance sociale des acteurs. Elle révèle également l'entrée en jeu de groupes qui investissent les mobilisations d'autres significations, les dévient de leur trajectoire initiale et leur font franchir un autre seuil.

Portrait collectif des émeutiers

- 29 Parmi les acteurs égyptiens de l'émeute du 11 juin 1882, d'après le tableau dressé par Cole à partir d'une liste d'arrestations (Cole, 1993, p. 251-253 et 257), 30 % des personnes arrêtées sont des policiers et des militaires. L'auteur dénombre, en effet, sur les 291 personnes arrêtées après l'émeute, 50 officiers, 29 policiers et 5 soldats. Proportion qui ne surprend pas au vu de ce que l'on a dit plus haut. Certains de ces

prévenus sont arrêtés pour leur « passivité »⁴², d'autres pour leur participation active à l'émeute. Des policiers ont répliqué aux tirs des Européens ; parmi ces derniers ceux, qui espèrent trouver refuge dans les postes de police furent reçus à coup de baïonnettes (Cole, 1993, p. 255).

- 30 Une autre catégorie ayant participé plus activement à l'émeute (environ 25 %) est constituée de personnes vivant du petit commerce, de l'artisanat, des services et des transports. Ce sont des travailleurs non qualifiés, comme les porteurs, portiers, vendeurs ambulants, balayeurs ou domestiques (5 %). Mais aussi des personnes qualifiées et d'un niveau social plus élevé comme les commerçants, courtiers, propriétaires de café (8 %) ou encore les maîtres de ces corps de métiers, les artisans et les ouvriers qualifiés (6 %). Ces acteurs n'ont pas seulement participé à l'émeute, mais en ont été les leaders (Cole, 1993, p. 258). Le rôle politique méconnu des corps de métiers dans l'histoire du mouvement révolutionnaire urabiste a été souligné par Cole. Selon cet auteur, leur influence politique et organisationnelle est due, notamment, au système dont ils bénéficiaient : depuis 1866, ils jouissaient d'un « système électoral » pour la désignation de leurs chefs, ce qui leur aurait donné une idée précise de la démocratie (Cole, 1993, p. 169). Cole remarque, par ailleurs, que ce groupe est celui qui s'attaque particulièrement aux Européens pendant les émeutes⁴³, ce qui n'est pas sans révéler leurs motivations socio-économiques. Les corps de métiers étaient, en effet, le groupe qui était le plus exposé à la concurrence étrangère. En cette fin du XIX^e siècle, ils croulent sous le poids des multiples taxes gouvernementales et résistent, comme ils le peuvent, au bouleversement du système commercial égyptien causé par l'introduction du capitalisme financier. Parallèlement, Européens et Levantins, protégés par les Capitulations, ne paient aucune taxe et, forts de ce privilège, investissent des branches économiques peu à peu délaissées par les corps de métiers (Baer, 1964, p. 139-140). Or, les Européens sont, non seulement à l'origine de la lourde imposition dont sont victimes les corps de métiers (elle vise à rembourser la dette de l'État envers l'Europe), mais aussi du changement de la donne économique, notamment parce qu'ils ont introduit, en Égypte, de nouvelles habitudes et de nouveaux produits de consommation. En outre, le gouvernement égyptien, loin de protéger le commerce local, va jusqu'à consulter les Européens pour entériner l'élection de maîtres de corporation (Cole, 1993, p. 193). Ces différents griefs doublés de revendications politiques peuvent éclairer l'importance du rôle de cette catégorie sociale dans l'attaque des biens européens le 11 juin.

- 31 En 1952, pas moins de 300 *buluk nizam* font l'objet d'une enquête judiciaire pour leur participation à la manifestation ou à l'émeute⁴⁴. Outre les policiers (qui représentent 25 % des personnes arrêtées), sont des étudiants et des mineurs (environ 30 %). Enfin, plus du tiers des personnes accusées sont des ouvriers (tourneurs, tisserands), des artisans (tailleurs, cordonniers, boulangers), des employés des petits métiers de service (serveurs de café, *sufragî*, *farrâsh*⁴⁵, commis) ou des petits et moyens commerçants⁴⁶. La participation de cette catégorie paraît assez surprenante puisque contrairement au XIX^e siècle, ces professions ne sont plus organisées en corps de métiers, et leur participation politique est mal connue. Après la Seconde Guerre mondiale, selon Denœux (1993, p. 88), les bouleversements idéologiques, économiques et sociaux ont modifié l'organisation des actions collectives en milieu urbain : « De tels processus menèrent à la marginalisation ou à la disparition de certains des acteurs qui avaient joué un rôle éminent dans les soulèvements urbains jusqu'au XIX^e siècle (notables,

leaders des corps de métiers, *shaykhs sûfis*, ‘ulamâ’ de rang inférieur, étudiants, *lutis* et *futuwwat*, pour ne citer que ceux-là). Ils promurent cependant l’émergence de nouvelles strates sociales (professionnels, fonctionnaires, intellectuels occidentalisés et ouvriers industriels) qui souvent furent séduites par les nouvelles idéologies ouvertes sur l’avenir (socialisme, communisme, *baa’thisme*, nationalisme et panarabisme) et adoptèrent de nouvelles formes d’actions collectives, comprenant manifestations de masse, grèves, et boycotts. » Si l’on sait que les étudiants et les ouvriers étaient embrigadés dans des partis politiques ou des syndicats, on ignore (en l’absence de chiffres) ce qu’il en était des autres catégories sociales. Il semble que des organisations « extra-parlementaires »⁴⁷ comme Misr al-Fatât ou les Frères musulmans aient recueilli cet électorat peu désirable pour les partis traditionnels. Ainsi, à partir de 1938, le parti d’Ahmad Husayn, après avoir puisé ses membres chez les étudiants, a réorienté sa politique vers les ouvriers, chômeurs et paysans (Erlich, 1989, p. 130). On notera, d’ailleurs, que les membres des commandos décrits par le rapport d’enquête britannique sont vêtus en *effendi*, en bleu de travail, en *galabiyya*, soit encore en uniforme (un de ces uniformes paraît appartenir à Misr Air)⁴⁸. Peu avant l’incendie, Misr al-Fatât désignait les gens mobilisés par son parti dans le cadre d’actions pacifiques anti-britanniques comme « des jeunes gens n’appartenant pas à des partis ou groupes organisés » prêts à entreprendre « des actes contraires à la loi »⁴⁹. Par sa campagne, il semble bien que ce parti ait encouragé des catégories sociales, comprenant des membres de son parti ou des sympathisants, à investir la mobilisation nationale et à lui donner un autre sens, qui dévia la trajectoire de la mobilisation. On touche ici au phénomène de « dispersion » dont la définition donnée par Michel Dobry (1992, p. 31) correspond parfaitement au cas de l’incendie : « des groupes ou des individus sont incités à se saisir de mobilisations lancées par d’autres, à les investir d’autres significations et à leur donner ainsi, par leur “entrée dans le jeu”, d’autres trajectoires historiques ».

- 32 Si l’on ne sait rien sur l’engagement politique des artisans, petits employés et commerçants, la participation active de ces acteurs dans les scènes de pillage et de vol (c’est le principal chef d’accusation retenu contre eux⁵⁰) est attestée. En outre, il apparaît qu’une grande partie de ceux-ci travaillait au centre ville. La presse donne des exemples de pilleurs et émeutiers audacieux : un employé du cinéma Radio fut pris à la gare Ramsès par un policier intrigué par la largeur de son sac : il contenait le rideau de scène en velours dudit cinéma⁵¹. Le cuisinier d’une famille aisée de la rue Tal‘at Harb cachait dans la cave de l’immeuble, avec la complicité du *bawwâb* (concierge), des caisses de whisky, de produits alimentaires et autres marchandises⁵². Le propriétaire du cabaret Doll’s de la rue ‘Adlî pacha reconnut le 26 janvier, parmi les leaders des manifestants qui avaient pris d’assaut son bar, l’un de ses anciens employés⁵³, etc.
- 33 L’irruption de ce groupe secondant les commandos a été véritablement traumatisante pour les protagonistes et les victimes des événements. Il est en effet remarquable, explique Dobry (1992, p. 152) que « les dérapages tendent non seulement à coïncider avec l’apogée de la multisectorisation des confrontations, mais encore avec la découverte forcée, et parfois tragique, par de nombreux protagonistes, que les auteurs collectifs ne marchent pas nécessairement “comme un seul homme” ». Elle est d’autant plus traumatisante que ces émeutiers sont des personnes travaillant au centre ville et ayant des rapports étroits (du point de vue de la proximité spatiale et de la fréquence temporelle) avec la fraction sociale visée. Leurs actions traduisent, en ce sens, une

détérioration des relations non pas tant entre Égyptiens et étrangers qu'entre dominants et dominés, et la perte de légitimité d'une fraction possédante. Cette détérioration est perceptible en amont des événements par la multiplication des actes d'agression ayant pour cible des sites hautement symboliques comme les lieux de loisirs réservés à la classe dominante. Après le 26 janvier, la prise de conscience de l'évolution de ce rapport et l'inquiétude se lisent dans la presse égyptienne. Dans le quotidien *al-Akhabâr*⁵⁴, Mustafâ Amîn en rejette la responsabilité sur les nouveaux riches et les dirigeants : « Ceux qui ont profité des bénéfices des temps de guerre sont une petite catégorie de personnes alors que le reste du peuple n'en a tiré aucun profit (...). Aussi le peuple ne saurait supporter de charges nouvelles à moins que les riches et les dirigeants ne s'associent avec le peuple dans l'adversité bien que les masses n'aient pas partagé leur bonne fortune. Les cercles de jeu, où les riches jouent tous les soirs et perdent en une heure des dizaines de milliers de livres, ces cercles doivent être fermés à double tour. (...) Il ne suffit pas de demander aux journaux de ne pas y faire allusion. Les *soffraquis* et les serveurs qui y assistent, ont des langues beaucoup plus vigoureuses que les articles. »

La logique de définition des cibles

- 34 En 1882, à partir du moment où les Européens s'arment, où les flottes britannique et française menacent la ville, et où la position pro-britannique du khédive Tawfiq ne paraît faire aucun doute, le clivage étrangers/Égyptiens et la polarisation des antagonismes dans le conflit sont réels. La force de ces antagonismes se traduit d'ailleurs par une confrontation meurtrière⁵⁵ sans commune mesure avec l'Incendie du Caire en 1952. Outre aux personnes, les émeutiers s'en prennent aux magasins des petits commerçants grecs, syriens et maltais, puis se dirigent spontanément vers le quartier « européen » où les bars, les magasins de luxe, les demeures cossues sont détruits et pillés. Ce quartier est symbolique du mode de vie en vase clos des élites étrangères repliées autour de leurs consulats respectifs. La ville fut, de nouveau, saccagée, pillée et finalement incendiée à la suite du bombardement britannique, au mois de juillet. Selon de nombreux historiens (et adversaires de ʿUrâbî), les soldats égyptiens en auraient été cette fois les auteurs, appliquant ainsi la politique de la « terre brûlée ». Cela n'est pas exclu, bien qu'il semble que ce soit les bombardements qui furent à l'origine des incendies. Toutes les forces de sécurité s'étant ensuite retirées de la ville, la voie était libre pour les pilleurs.
- 35 Au Caire, soixante-dix ans après, les cibles ne sont pas toutes choisies de manière spontanée : les commandos agissent de façon méthodique et minutée, sont munis de brassards, obéissent visiblement aux ordres d'un chef et travaillent plan en main. Ils agissent en silence et certains rejettent même les pillards qui tentent de sauver des objets du feu⁵⁶. Mais les cibles ont également été explicitement désignées à un plus large public. En effet, au cours des mois précédents l'incendie, les organes de presse du Parti socialiste, *Misr al-Fatât* et *al-Sha'b al-jadîd*, se sont distingués par la violence de leurs propos et de leurs revendications ultranationalistes et xénophobes. Dans leurs éditoriaux, les membres du Parti exigent non seulement le boycott des produits britanniques mais aussi des commerces et entreprises des résidents britanniques au Caire. Des listes entières d'établissements et de sociétés collaborant avec « l'ennemi » sont publiées⁵⁷. Des menaces ciblées sont ainsi proférées à la tribune de ces journaux contre des propriétaires britanniques et juifs. Le 25 octobre 1951, *al-Sha'b al-jadîd* écrit sous le titre « La société Cohenca exploite les ouvriers » : « Le temps n'est-il pas venu

pour l'Égypte de se débarrasser de ces juifs amis des Britanniques corsaires ? »⁵⁸ Ces avertissements publics sont accompagnés de menaces privées⁵⁹ et les sentinelles placées devant les établissements menacés font elles-mêmes l'objet d'accusations de trahison⁶⁰. Outre les sociétés et les établissements tels que les grands magasins Cicurel ou Chemla, un autre type de cible privilégiée sont les lieux de loisirs tels que les cinémas et les bars (qui auraient été les cibles préférées des Frères musulmans).

36 On remarquera, que même si les cibles désignées sont expressément marquées de l'étiquette « juif » ou « britannique », les menaces valent pour les membres des conseils d'administration de ces sociétés qui incluent des Égyptiens. En outre, des établissements appartenant à des Levantins ou à des Européens ont été également détruits. Enfin, ces cibles ont en commun d'être situées au centre ville (à l'exception des bars et des boîtes de nuit de la route des pyramides). Or, s'attaquer au centre ville, c'est doter son action d'une portée symbolique très forte. Le centre ville du Caire est la vitrine de « l'âge d'or du libéralisme », c'est « un rêve d'Occident » marqué dans son architecture⁶¹, son cosmopolitisme culturel⁶², ses fonctions. C'est le lieu des affaires, du grand commerce et des loisirs des élites. C'est cette identité-là de l'Égypte qui est attaquée à travers le centre ville, mais on émet l'hypothèse que c'est, avant tout, une fraction sociale dominante (pas seulement étrangère) dont la légitimité est mise en cause à travers les actions des émeutiers. Cette fraction sociale a pour caractéristique d'avoir investi dans le secteur économique marchand, financier et industriel dont le monopole est détenu par les Levantins et les Britanniques. C'est une formation sociale émergente ou en voie « d'homogénéisation » par opposition à la fraction possédante des propriétaires terriens qu'elle vient concurrencer (elle est dénigrée par ceux-ci qui la qualifient, comme Mustafâ Amîn, de « nouveaux riches »). Les membres égyptiens de cette fraction socioprofessionnelle viennent d'horizons divers et n'ont pas reçu de formation spécifique (Zaalouk, 1989, p. 23). Ce caractère traduit les nouveaux choix stratégiques adoptés particulièrement après la Seconde Guerre mondiale. Avec la chute continue du cours du coton dans les années 1920 et 1930, les grands propriétaires terriens ont en effet pris conscience de la vulnérabilité de cette source de revenus et de la nécessité de diversifier leurs investissements. Cette prise de conscience a été renforcée par la Seconde Guerre mondiale : l'arrêt des importations et les pénuries de biens de consommation, qu'elle engendra, poussèrent l'Égypte à développer son secteur industriel de production légère. Entreprise d'autant plus intéressante que lucrative (l'expérience britannique le prouvait) et protégée par la politique nationaliste de l'État. Ainsi, dans l'immédiat après-guerre « l'égyptianisation » de l'industrie semble être à son apogée : entre 1946 et 1948, 84 % des entreprises sont fondées par des Égyptiens (Zaalouk, 1989, p. 18). Cependant, on observe parallèlement une forte expansion des comités d'entreprise de composition mixte : dans une étude, Robert Tignor (1980, p. 431-434) souligne un changement majeur opéré, après la Seconde Guerre mondiale, au niveau des comités de direction des entreprises : sur les 351 *joint stock companies* enregistrées par le *Stock Exchange Yearbook of Egypt* en 1946, 163 ont une direction mixte et comptent les hommes d'affaires égyptiens les plus éminents du pays. En 1923, l'Égypte économique et financière ne comptait sur 85 compagnies que 30 compagnies à comité mixte dont 21 seulement étaient composées de personnes résidentes au Caire.

37 Or, cette mixité ne se traduit pas seulement sur le plan économique mais également sur le plan social : elle se retrouve dans les lieux de socialité, les loisirs, les goûts artistiques et littéraires communs au groupe (Tignor, p. 441-444). Elle transgresse les clivages communautaires et nationaux, ce qui apparaît comme un phénomène nouveau⁶³. Ces

caractéristiques se retrouvent dans la fréquentation des clubs, tels que le Royal Automobile Club (très mixte) ou le Gezirah Sporting Club, club britannique qui ouvre plus largement ses portes aux pachas à partir de 1936 (Baraka, 1998, p. 192-193). Notons également qu'un grand nombre de membres de cette formation sociale avait élu domicile à Alexandrie⁶⁴. Ceux qui, comme les hommes politiques, devaient par obligation professionnelle résider dans la capitale, possédaient une résidence secondaire à Alexandrie ou n'hésitaient pas à faire l'aller-retour pour une soirée ou deux⁶⁵.

- 38 De par les caractères énoncés ici, cette fraction sociale dominante s'éloignait de plus en plus des préoccupations politiques nationales. Partageant ses intérêts économiques et sociaux avec l'occupant britannique, elle ne pouvait que soustraire son soutien à la politique nationaliste reprise en force par le Wafd depuis son retour au gouvernement en 1950. Le gouvernement n'avait pas le soutien de cette élite stratégique (avec laquelle il s'était également compromis) et cette élite a, en retour, perdu sa légitimité. L'impopularité des dirigeants politiques et des « nouveaux riches » est attestée par la violente campagne de presse sans précédent critiquant à la fois le gouvernement et le Palais.

Conclusion

- 39 La présente étude s'est assignée de démontrer que penser les mouvements de libération nationale comme la marche d'un peuple pour la défense de la nation et marchant, de ce fait, « comme un seul homme », c'est s'attacher à la représentation idéale qu'ont les acteurs du combat nationaliste. C'est être également en position d'incompréhension face aux phénomènes de « dérapage » auxquels ces manifestations peuvent donner lieu. Les mouvements sociaux ne sont pas le fait d'une mobilisation mais de *mobilisations* mettant en jeu de multiples groupes sociaux et acteurs aux représentations, valeurs, intérêts, dispositions et répertoires d'actions différents. Il s'agit de mobilisations qualifiées par Michel Dobry de multisectorielles, caractérisant les conjonctures de crise. Or ces mobilisations, appelées de leurs vœux par des leaders politiques ou syndicaux, peuvent être investies par des acteurs collectifs ou individuels que « l'on n'attendait pas », qui surprennent les protagonistes par leur type d'actions, donnent un autre sens à la manifestation et la dévient de sa trajectoire. C'est là un des facteurs de « dérapage » et de formation d'une émeute. Cela est parfaitement illustré le 26 janvier 1952 par l'entrée en jeu, au moment où la manifestation traverse le centre ville, de commandos incendiaires, secondés dans leur tâche par des individus qui s'avèrent être pour la plupart des artisans, petits employés ou commerçants travaillant au centre ville. Par la violence de leurs actions, les acteurs n'expriment pas tant des frustrations dont ils se libéreraient (comme le souligne le courant des psychologies des foules) que le décalage existant entre leurs valeurs et celles défendues par les autorités. Ils participent ainsi au processus de délégitimation du régime.
- 40 Les émeutes étudiées ici sont, en effet, le produit de mobilisations multisectorielles mais aussi de moments de délégitimation du régime, au cours desquels l'intrigue politique joue un rôle clé. La pratique de l'intrigue en politique, autre facteur de « dérapage », n'a nullement besoin d'être niée par le chercheur désirant faire une étude d'histoire sociale. Aussi, en nous intéressant aux acteurs, à leurs jeux tactiques et à leurs intérêts respectifs, on a pu démontrer que ces intrigues sont des actes de rupture qui désobjectivent de manière décisive les institutions étatiques et discréditent les dirigeants et, plus largement, une formation sociale dominante qui possède des liens

étroits, fondés sur des intérêts économiques partagés et sur des affinités culturelles, avec l'occupant britannique. Cette délégitimation amorcée en amont de la crise politique a atteint son paroxysme durant la crise, lors d'un moment de violence collective qui fit véritablement rupture. Elle se traduit par le vide politique succédant à ces émeutes. Ainsi en 1882, à la suite du bombardement d'Alexandrie le 11 juillet, le Khédive prend la fuite et forme un cabinet sous la protection des Britanniques. Cependant, l'opposition réfugiée au Caire forme un gouvernement parallèle⁶⁶, qui dépose formellement le Khédive et s'empare des rouages du pouvoir : il contrôle l'administration, l'armée, et obtient l'appui d'une majeure partie des intellectuels, des notables, des corps de métiers, des paysans, des chefs de villages et même de hauts fonctionnaires circassiens (Cole, 1993, p. 240-241). Mais ce gouvernement est écrasé par l'armée britannique. En 1952, durant les six mois séparant l'émeute du coup d'État des Officiers libres, trois gouvernements se succèdent, incapables d'obtenir un consensus politique et de se maintenir au pouvoir. C'est d'ailleurs à la suite de l'incendie du Caire et à l'objectivation de la perception de ce vide politique (Dobry, 1992, p. 192) que les Officiers libres décident d'avancer leur coup d'État programmé pour l'année 1955 (Vaucher, p. 267).

- 41 À l'inverse de 1882, en 1952 il n'existe pas de contre-élite civile apte à prendre le pouvoir. La première génération d'hommes politiques issus des systèmes universitaire et bureaucratique, ayant réussi leur ascension sociale sans être propriétaires terriens, constituait la seule élite capable de s'opposer au conservatisme d'une classe politique composée majoritairement de propriétaires terriens hostiles aux réformes. Mais, malgré la diversification des investissements de cette nouvelle élite politique – laquelle favorisait l'autonomisation du secteur économique national égyptien – le volet politique manquait. Ce volet, soutenu par un avocat du nationalisme économique et homme influent comme Ismâ'îl Sidqî⁶⁷, ne trouva que peu d'écho et peu de soutien. Ces hommes d'État se sont en effet, pour la plupart, de plus en plus éloignés des questions de politique nationale et se sont consacrés avec leur capital relationnel acquis dans l'administration à défendre leurs intérêts socio-économiques particuliers. Ils se sont ainsi compromis avec le Palais et/ou l'occupant britannique. On pense par exemple à Hâfiz 'Afîfî pacha (médecin de formation, président de la banque Misr, administrateur de sociétés, ex-wafdiste, conseiller influent du roi Fârûq et agent très actif des Britanniques) ou à Ahmad 'Abbûd pacha (ingénieur formé en Écosse, sénateur, industriel et administrateur de sociétés, et également agent des Britanniques), tous deux devenus extrêmement impopulaires. Il s'agit aussi souvent de nombreux dissidents ou membres exclus du Wafd. De formation juridique, représentants de la classe moyenne, les membres de l'aile « urbaine » du Wafd dirigée par Nahhâs pacha⁶⁸ exerçaient une très forte influence au sein du Wafd dans les années trente, jusqu'à ce qu'ils soient évincés par les représentants de l'aile « rurale » menée par Fu'âd Sirâg al-Dîn (Al-Hadidy, 1993, p. 74). Or, à partir du moment où les propriétaires terriens dominèrent le parti, le Wafd cessa d'être une réelle force d'opposition. Élu en 1948 secrétaire général du parti, Sirâg al-Dîn engagea une politique de rapprochement avec le roi Fârûq. Le leader du Wafd et le roi étaient les plus importants propriétaires terriens de l'Égypte⁶⁹. Sirâg al-Dîn contribua ainsi à discréditer le Wafd en soutenant publiquement le Palais dans des affaires de corruption faramineuses⁷⁰. C'est pourtant à lui que les Officiers libres s'adressèrent pour tenter d'associer le Wafd au renversement de la monarchie (Vaucher, 1989, p. 248). Mais peut-être attaché à des valeurs

démocratiques ou résolument conservateur et trop solidaire du reste de la classe dominante, il déclina l'offre. Il n'y avait plus d'alternative civile. L'armée entra en jeu.

- 42 En dernier lieu on soulignera que, on l'aura compris, dans le cadre de régimes politiques autoritaires, les révolutions ne sont pas le seul fait de l'armée : celles-ci bénéficient du soutien des secteurs civils. On peut donc affirmer, en reprenant ainsi l'hypothèse de Dobry⁷¹, que les mobilisations multisectorielles ne sont pas propres aux systèmes démocratiques occidentaux et s'appliquent, de plus, parfaitement aux mouvements de libération nationale, dans les États-nations émergents des autres régions du monde.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdallah Ahmad, 1985, *The Student Movement and National Politics in Egypt*, Londres, Saqi Books.
- Al-Hadidy Alaa Al-Din, 1993, *Mustafa Al-Nahhâs and Political Leadership*, p. 72-88.
- Anis Mohamed, 1982, *Hariq al Qahira*, Le Caire, Maktabat Madbûli ;
- Al Sharqâwi, Gamal, 1977, *Hariq al Qâhira*, Le Caire, Dar al Gil.
- Baer Gabriel, 1964, *Egyptian Guilds in Modern Times*, Jérusalem, The Israel Oriental Society.
- Baraka Magda, 1998, *The Egyptian Upper Class between Revolutions, 1919-1952*, Oxford, Ithaca Press.
- Blunt Wilfrid Scawen, 1980, *Secret History of the English Occupation of Egypt*, Le Caire, Arab Center for Reseach and Publishing.
- Boltanski Luc, 1973, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe. », *Revue française de Sociologie*, vol. XIV.
- Dobry Michel, 1992, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Cole Juan R. I., 1993, *Colonialism and Revolution in the Middle East, Social and Cultural origins of Egypt's 'Urabi Movement*, Princeton, Princeton University Press.
- Denœux Guilain, 1993, *Urban Unrest in the Middle East. A comparative study of Informal Networks in Egypt, Iran and Lebanon*, New York, State University of New York Press.
- Erlich Haggai, 1989, *Students and University in the 20th century Egyptian Politics*, Londres, Frank Cass.
- Freycinet C.-L., 1905, *La Question d'Égypte*, Paris, Calman-Lévy.
- Giffard Pierre-Louis, 1883, *Les Français en Égypte*, Paris, Victor Havard Éditeurs.
- Lacouture Jean et Simone, 1956, *L'Égypte en mouvement*, Paris, Seuil.
- Ninet John, 1979, *Lettres d'Égypte, 1879-1882*, présentées par Anouar Louca, Marseille, CNRS.
- Offerlé Michel, 1989, « Descendre dans la rue : de la "journée" à la "manif" » in CNRS, Pierre, (sous la direction de), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

- Raymond André, 1998, *Égyptiens et Français au Caire, 1798-1801*, Le Caire, IFAO.
- Scotidis N., 1887, *L'Égypte contemporaine et Arabi-pacha*, Paris, C. Marpon et E. Flammarion.
- Shukrî Ghâlî, 1979, *Égypte, contre-révolution*, Paris, Le Sycomore.
- Tignor Robert, juillet 1980, « The Economic Activities of Foreigners in Egypt, 1920-1950 : From Millet to Haute Bourgeoisie », *Society for Comparative Study of Society and History*.
- Tripp Charles, *Contemporary Egypt : through Egyptian Eyes, Essays in honour of P.J. Vatikiotis*, New York and London, Routledge.
- Vaucher Georges, 1959, *Gamal Abdel Nasser et son équipe*, Paris, Julliard, 2 vol.
- Zaalouk Malak, 1989, *Power, Class and Foreign Capital in Egypt. The Rise of a new Bourgeoisie*, Londres, Zed Books.

NOTES

1. Les Officiers libres renversent la monarchie parlementaire et déposent le roi Fârûq le 23 juillet 1952 ; les Britanniques sont chassés par Nâsir [Nasser] en 1954.
2. Michel Dobry (1992, p. 40) entend par « mobilisations multisectorielles », les mobilisations qui sont localisées en même temps dans plusieurs secteurs ou sphères sociales autonomes composant les systèmes sociaux complexes.
3. Dans le processus de « décroisement » ou « désenclavement », les secteurs touchés par les mobilisations perdent de leur autonomie et leurs espaces de confrontations propres (ou arènes) s'élargissent aux autres secteurs, entraînant une mobilité des enjeux des confrontations (Dobry, 1992, p. 141-143).
4. Au nom de la sauvegarde des créances de leurs ressortissants, les représentants britanniques et français de la Commission de la dette publique détiennent, en effet, depuis le 28 août 1878, les portefeuilles des Finances et des Travaux publics.
5. Tawfîq refuse de signer la condamnation d'officiers circassiens coupables d'avoir tramé un complot à l'encontre de ʿUrâbî, alors ministre de la Guerre.
6. Le traité de 1936, signé pour 20 ans, entérinait le redéploiement de l'armée britannique sur le territoire égyptien et le passage de l'armée sous commandement égyptien.
7. Al-Musawwar, cité dans la revue de presse du *Journal d'Alexandrie et de La Bourse égyptienne*, édition d'Alexandrie, 25 janvier 1952 ; le journaliste Fikrî Abâza déplore l'impréparation de ces jeunes combattants qui entraient en trombe dans les villages du Delta à bord de « voitures de luxe, des Buicks, des Packards », et les morts inutiles qui en découlent.
8. Conscrits faisant leur service militaire dans la police, sorte de gendarmes
9. Version reprise par Jean et Simone Lacouture (1956). Gamâl al-Sharqâwî (1977, p. 78-85), qui s'appuie sur des témoignages, affirme que cette histoire relève de l'imagination.
10. PRO, FO 371, 96871, JE 1018/34, Stevenson au FO, Le Caire, 30 janvier 1952. Voir aussi le témoignage du patron du cinéma Rivoli, M. Stuart Smeedon, in *The Egyptian Gazette*, édition du Caire, 17 février 1952.
11. Extrait de *Al-Ithnayn*, cité dans la revue de presse du *Journal d'Alexandrie et de La Bourse égyptienne*, 7 février 1952.

12. Les deux principales monographies consacrées à l'incendie du Caire ont recours aux théories du complot (Anis, 1982 ; al-Sharqâwî, 1977). Il existe, en revanche, peu d'études sociales sur les émeutes urbaines en Égypte (et particulièrement en ce qui concerne les XIX^e et XX^e siècles). André Raymond s'est intéressé aux « masses » et aux mouvements populaires du XVI^e au XVIII^e siècle dans divers travaux, notamment dans une publication récente (1998) qui montre le rôle de la « populace » dans la résistance à l'occupation française. J. Cole (1993), dans son étude du mouvement urabiste, procède à une analyse sociale des soulèvements urbains au XIX^e siècle et particulièrement de l'émeute de 1882. Dans son étude comparative des mouvements sociaux dans le Moyen-Orient, G. Denœux (1993) est plus complet sur l'Iran et le Liban que sur l'Égypte, sur le XIX^e siècle que sur le XX^e. Ahmed Abdallah (1985), quant à lui, fait une lecture politique des soulèvements urbains à dominante estudiantine durant ce siècle.

13. Suivant Tewfiq Aclimandos, *Les activistes de l'armée égyptienne et Nasser : 1936-1954* (thèse de science politique non soutenue, IEP de Paris), p. 191-194. Une partie des armes et des explosifs était volée aux Britanniques.

14. PRO, FO 371, 96873, JE 1018/86, *Report of the British Embassy, Committee of Enquiry into the Riots in Cairo on the 26th January 1952*, Le Caire ; 130 policiers et leur chef sont traduits en cour martiale sous l'ordre du ministre de l'Intérieur pour s'être rendus face aux tanks britanniques à Al-Hamada.

15. PRO, 9873, JE1018/5, Stevenson au FO, Le Caire, 21 janvier 1952.

16. Suite au boom du coton, la main-d'œuvre européenne s'accroît et fait subir une forte concurrence à la main-d'œuvre locale affluant des campagnes, à cause du chômage et des lourdes taxes dont étaient exemptés les étrangers.

17. Les effectifs de l'armée tombèrent de 124 000 à 12 000 entre 1874 et 1880 (Cole, 1993, p. 218).

18. Littéralement « gardiens », forces de police chargées du maintien de l'ordre et de la répression

19. PRO, FO 371, 96873, JE 1018/86, *op. cit.*

20. *Ibid.*, p. 49 : 350 individus « potentiellement dangereux » sont ainsi incarcérés.

21. Les Britanniques reconnaissent ce fait. Le plaidoyer de Fu'âd Sirâg al-Dîn a été publié dans journal wafdiste *Al-Misrî* le 10 février 1952.

22. À cette date, les tanks britanniques encerclèrent le palais Abdine et sommèrent le roi de nommer Nahrâs pacha Premier ministre ou d'abdiquer.

23. Compte tenu de l'état restreint des sources, je choisis de me fier ici à la version de Wilfrid Blunt, ancien diplomate britannique, ami et partisan d'Urâbî, tout comme les auteurs des témoignages qu'il publie en annexes. Il est intéressant de remarquer que Cole (1993, p. 253) rejette les interprétations en termes de complot urabiste (défendues, à l'époque, par les Britanniques) ou en termes d'altercation propre au milieu portuaire (défendues, elles, par les Français), pour souligner les motivations à la fois politiques et socio-économiques des émeutiers. Il exclut par ailleurs toute possibilité d'intrigue politique, ce qui me paraît excessif.

24. Ahmad Husayn n'a cessé de baptiser et rebaptiser son parti au gré de ses propres fluctuations idéologiques.

25. PRO, FO 371, 96872, JE 1018/78, Chancellery to FO, Le Caire, 18 février 1952

26. *Ibid.* À la suite de l'assassinat, en février 1949, du fondateur des Frères musulmans Hasan al-Bannâ, en réplique au meurtre du Premier ministre al-Nuqrâshî par un Frère deux mois plutôt, le nouveau Guide suprême adopta une politique prudente pour ramener la confrérie à la légalité.

27. « L'acte d'accusation du Parquet contre les instigateurs des émeutes du 26 janvier », *Le Journal d'Alexandrie et La Bourse égyptienne*, 13 mai 1952. Les témoignages l'ayant vu circuler en voiture sur les lieux du crime et faisant état de listes des établissements à brûler au sein du parti sont pourtant concordants.

28. PRO, FO 371, 96870, JE 1018/32, Stevenson to FO, Le Caire, 30 janvier 1952. À l'issue d'un entretien avec Fârûq, le 30 janvier 1952, l'ambassadeur britannique rapporte au Foreign Office une demande du roi en ces termes : « En ce qui concerne Ahmad Husayn (le chef du Parti socialiste), il me demanda de ne pas l'interroger trop attentivement : il ne servirait à rien de le mener devant la Justice, mais "d'autres mesures seront prises" ».

29. PRO, FO 371, 96871, JE 1018/36, Minute, Londres, 1^{er} février 1952. Un agent britannique confirma les détails du premier rapport de l'ambassade britannique sur l'émeute : « M. Fay m'a confirmé la plupart des événements aujourd'hui. Bien qu'il ait quitté Le Caire avant les émeutes, il avait un certain nombre de renseignements indiquant le cours probable des événements. »

30. PRO, WO 216/798, A. Eden to Cairo, Londres, 2 novembre 1951.

31. *Misr al-Fatât*, 9/12/1951, *ibid.*

32. Les « Saadistes » sont des « Wafdistes » partisans de la politique du premier leader du Wafd, Sa'd Zaghlûl, mort en 1927.

33. *La Bourse égyptienne*, 25 janvier 1952, éd. du Caire ; « Acte d'accusation... », *op. cit.*

34. *Le Journal d'Alexandrie et La Bourse égyptienne*, 11, 14 et 16 juillet.

35. *Le Journal d'Alexandrie et La Bourse égyptienne*, 16 février 1952.

36. *Ibid.*, 2 février 1952. Ces croix n'avaient *a priori* pour seul but que d'effrayer des personnes ciblées.

37. *Ibid.*, 1^{er} et 16 février 1952. À cette date, une rumeur avait annoncé la répétition du drame du 26 janvier.

38. Dans son étude Cole montre très bien l'activité et le rôle de ces différentes catégories sociales dans le mouvement urabiste.

39. PRO, FO 371, 96873, JE 1018/86, *Report of the British Embassy*, *op. cit.*

40. Ce qui n'est pas sans importance quand on sait que les Britanniques ont tout fait pour restreindre le développement de l'aviation nationale égyptienne et garder ainsi le monopole des voies de communication.

41. Après avoir contribué à clore l'incident, le commandant du détachement de l'armée fit savoir aux employés de la BOAC que c'était la dernière fois qu'il les aidait.

42. Cole (1993, p. 245) suggère que les officiers ont été arrêtés en raison de leur passivité et qu'ils n'ont pas été des meneurs de l'émeute.

43. Selon Cole (1993, p. 271) : « Les corps de métiers urbains et la foule, contrairement à l'intelligentsia et aux paysans, ciblèrent particulièrement les Européens, sans prendre aucune action majeure à l'encontre des Égyptiens-Ottomans. » Ceux-ci en effet « n'avaient pas d'avantages particuliers dans le commerce urbain, tandis que les commerçants et ouvriers européens des régions urbaines étaient très peu imposés par le gouvernement égyptien ».

44. Il semble qu'ils seront très peu à être inculpés.

45. Le *sufragî* est, à strictement parler, un maître d'hôtel ; le *farrâsh* un valet de chambre ou un huissier.

46. Ces chiffres ne sont pas exhaustifs : nous avons pu identifier plus d'une centaine d'accusés (sur 300 ou 400) par recoupement d'informations du *Journal d'Alexandrie et de La Bourse égyptienne* et de *The Egyptian Gazette*.

47. La première victoire remportée par le parti d'Ahmad Husayn au Parlement a lieu en janvier 1950, en la personne d'Ibrâhîm Shukrî, premier député du Parti socialiste. Les Frères musulmans reviennent doucement sur la scène politique après leur dissolution en 1948 et l'assassinat de leur leader Hasan al-Bannâ en 1949.

48. PRO, FO 371, 96873, JE 1018/86, Report of the British Embassy, *op. cit.*

49. « Acte d'accusation... », *op. cit.* À la suite d'un incident survenu lors d'une opération « pacifique » consistant à empêcher les gens d'entrer dans les cinémas du centre ville, *Misr al-Fatât* écrit, le 23 décembre 1951 : « Ce que nous craignons le plus c'est que la police continue de s'opposer à cette méthode passive à laquelle recourent les jeunes gens qui exécutent des instructions déterminées ; que le contrôle échappe et que la colère prenne le dessus, alors des jeunes gens n'appartenant pas à des partis ou groupes organisés entreprendront des actes contraires à la loi. C'est la dernière fois que nous traiterons cette question. Nous nous abstiendrons ensuite de participer à cette comédie, laissant le cinéma Rivoli à la colère du peuple et à la colère des jeunes gens extrémistes. »

50. Les peines qu'encourent les émeutiers sont extrêmement lourdes, s'échelonnant de un à quinze ans de prison, avec travaux forcés dans la plupart des cas.

51. *The Egyptian Gazette*, 14 mars 1952 : l'employé prétendit que son directeur lui en avait fait cadeau.

52. Il fut pris au piège par un policier déguisé en commerçant. *Le Journal d'Alexandrie et La Bourse égyptienne*, 28 février 1952.

53. *The Egyptian Gazette*, 17 mars 1952.

54. Publié dans la revue de presse du *Journal d'Alexandrie et de La Bourse égyptienne*, 17 juin 1952.

55. Il y aurait eu environ 250 Égyptiens et 50 Européens tués, le 11 juin 1882 (Cole, 1993, p. 255), contre environ 17 étrangers et un nombre indéterminé (sans doute quelques dizaines) d'Égyptiens tués, le 26 janvier 1952 (Vaucher, 1959, p. 267).

56. PRO, FO 371, 96873, JE 1018/86, Report of the British Embassy, *op. cit.*

57. *Misr al-Fatât*, 11 et 25 novembre 1951, extraits tirés de l'Acte d'accusation du Parquet, *op. cit.*

58. *Ibid.*

59. Voir, par exemple, le témoignage du manager de Orosdi-Back in *The Egyptian Gazette* du 14 mars 1952 : une lettre anonyme disait que, s'il ne payait pas 1000 livres pour les « bataillons de la libération », son magasin serait brûlé.

60. *Al-Sha'b al-jadîd*, 29 novembre 1951, cité dans l'« Acte d'accusation », *op. cit.* Ces sentinelles s'éclipseront d'ailleurs dès le début des émeutes.

61. Le quartier d'Ismaïlia, créé par le khédiva Ismâ'îl au début du XIX^e siècle, entre la vieille ville et le Nil, est percé de larges voies et son architecture s'inspire du modèle hausmanien.

62. Il était mal venu de parler arabe dans ce quartier ; les langues les plus usitées étaient l'anglais et le français.

63. Cette homogénéisation du groupe connaît toute fois des limites telle que la persistance de l'endogamie.

64. Tignor (1980, p. 447) va jusqu'à avancer que « si les étrangers avaient été plus dispersés ou si Alexandrie avait été une ville plus égyptienne, il est fort probable que cette coalition de personnes et d'idées n'aurait pas eu lieu ».

65. L'utilisation à cette fin des voitures de fonction fut l'objet de scandales dans la presse.

66. Ce gouvernement est formalisé le 29 juillet à l'issue du rassemblement d'un deuxième Congrès national, après l'échec des tentatives de négociations avec le Khédive ; il durera jusqu'au 15 septembre, date de la prise du Caire par l'armée britannique.

67. Ismâ'îl Sidqî fut successivement ministre des Finances, ministre de l'Intérieur, Premier ministre, vice-président puis Président de la Fédération égyptienne des Industries.

68. Nakhâs pacha gagna la présidence du Wafd contre le chef de file des propriétaires fonciers, Faht Allah Barakat. Mais il fut peu à peu délaissé par ses plus solides partisans qui l'accusaient notamment de corruption. Makram 'Ubayd, bras droit de Nakhâs, dénonça publiquement ces pratiques dans son fameux *Livre Noir* (al-Kitâb al-Aswad) publié en 1942.

69. Fils d'un grand propriétaire terrien, Fu'âd Sirâg al-Dîn augmenta le domaine dont il avait hérité en épousant Nabîhâ Badrâwî, fille de Badrâwî 'Ashûr, le plus grand propriétaire terrien après la famille royale. Sirâg al-Dîn entretenait en outre une relation très étroite avec Zaynab al-Wakîl, issue d'une famille de propriétaire terrien et jeune épouse de Nakhâs pacha. Ce duo exerça une lourde influence sur Nakhâs pacha, président du Conseil, l'amenant à fermer les yeux sur les spéculations foncières et boursières auxquelles ils se livraient. (Al-Hadîdî, p. 76)

70. Dans le « scandale des armes défectueuses », remises à l'armée égyptienne pendant la guerre contre Israël en 1948, le Wafd s'efforça d'étouffer l'affaire puis soutint publiquement le Palais. Le parti eut la même attitude lorsqu'éclata en 1950 le « scandale de la bourse du coton » qui impliquait des spéculateurs (dont Fouad Sirâg al-Dîn et Zaynab al-Wakîl) protégés par le Palais et le gouvernement wafdiste.

71. « L'autonomie de la dynamique décrite dans ce livre, conclut Dobry, doit pouvoir se retrouver dans tous les cas de sociétés dont "l'architecture de la complexité" se rapproche des configurations multisectorielles. On touche là à l'une des questions que ce travail n'a fait qu'effleurer et qu'il faudra reprendre pour elle-même : les systèmes démocratiques sont-ils les seuls à être, selon la terminologie de Smelser, "structurellement conductifs" pour les mobilisations multisectorielles ? Ces systèmes sont-ils les seuls en d'autres termes, à connaître une multiplicité de secteurs ? Il serait pour le moins imprudent de répondre affirmativement à cette question et l'on peut remarquer, d'ailleurs, que le déroulement des crises qu'ont connues nombre de systèmes autoritaires contemporains (par exemple les pays de l'Est européen) présente, à l'évidence, l'exemple des traits par lesquels on a caractérisé la dynamique liée aux mobilisations multisectorielles. » (Dobry, 1992, p. 292).

INDEX

Mots-clés : 1952, Alexandrie, émeute, Le Caire, révolution

AUTEUR

ANNE-CLAIRE KERBŒUF

Cedej